

PRESTATIONS DE TELECOMMUNICATIONS ET TRANSMISSION DE DONNEES POUR TOUS LES SITES DE L'INPI ET FOURNITURE DE MATERIELS ASSOCIES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

SIÈGE

15 rue des Minimes – CS 50001
92677 COURBEVOIE Cedex

Tél +33 (0)1 56 65 89 98

Fax +33 (0)1 56 65 86 00
www.inpi.fr – contact@inpi.fr

Établissement public national
créé par la loi n°51-444 du 19 avril 1951

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ	3
2	PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ	3
3	ALLOTISSEMENT	3
4	DURÉE DU MARCHÉ	3
5	DELAIS D'EXECUTION	4
6	VARIANTE	4
7	BONS DE COMMANDE	4
8	PRIX DES PRESTATIONS	5
9	VARIATION DANS LES PRIX	5
10	REGLEMENT DES COMPTES	7
11	AVANCE	9
12	GARANTIE	9
13	EXECUTION DES PRESTATIONS	10
14	VERIFICATIONS ET ADMISSIONS	10
15	PENALITES DE RETARD	10
16	CESSION DE CREANCE	13
17	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS	13
18	PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR	14
19	RESPONSABILITE DU TITULAIRE	14
20	PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	15
21	CONFIDENTIALITE	18
22	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	18
23	OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS	19
24	DOCUMENTS A PRODUIRE	20
25	DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	20
26	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	20
27	RESILIATION	21
28	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	22
29	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	22
30	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	23

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des prestations de télécommunications et de transmission de données pour tous les sites de l'INPI et de fourniture de matériels associés.

Les prestations et leurs spécifications techniques sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières.

2 PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert passé en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commande en application des dispositions de l'article L 2125-1 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché composite comprenant :

- une partie ordinaire traitée à prix forfaitaire, constituée du forfait de migration indiqué à l'acte d'engagement.
- une partie unitaire traitée en accord-cadre à bons de commande en application des dispositions de l'article L 2125-1-1° et des articles R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-13 et R. 2126-14 du Code de la commande publique. Cette partie est conclue sans montant minimum. Les prix de la partie unitaire sont tous les prix hors forfait de migration, incluant ceux figurant au bordereau des prix du titulaire et dans le catalogue, remises déduites.
- L'accord cadre comprend les montants maximum suivants :

LOT	Montant maximum
Lot n°1	150 000 € HT
Lot n°2	400 000 € HT
Lot n°3	350 000 € HT

Il s'agit d'un marché/accord cadre à prix mixtes.

3 ALLOTISSEMENT

Les prestations sont réparties en lots ainsi définis :

Lot 1 : Réseau privé multiservices inter-sites

Lot 2 : Accès internet

Lot 3 : MAN

4 DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Il sera reconduit tacitement par période d'une (1) année. La durée totale ne pourra pas excéder quatre (4) années.

L'INPI pourra prendre chaque année et au plus tard dans un délai de 120 jours avant la fin de la période annuelle, la décision de ne pas reconduire le marché, sans que le titulaire ne puisse la refuser. Reconduction après demande du titulaire :

La décision de reconduction sera prise par l'INPI après consultation du titulaire sur sa volonté de poursuivre l'exécution du marché et sera notifiée au titulaire.

5 DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution sont fixés au paragraphe 4.4 du CCTP.

D'autres délais d'exécution pourront être fixés sur les éventuels bons de commande émis au cours de l'exécution du marché.

La date de mise en service souhaitée sera notifiée au titulaire par ordre de service.

6 VARIANTE

Le présent marché ne comporte pas de variante.

7 BONS DE COMMANDE

Le cas échéant, les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande précisera, a minima, les informations suivantes :

- les références du marché ;
- la date et le numéro de la commande ;
- le nom et les coordonnées du titulaire ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le lieu et la date d'exécution des prestations ;
- le délai d'exécution de la prestation ;
- le détail des prix unitaires par référence au bordereau des prix unitaires ;
- le montant total de la commande incluant le prix HT, TTC, ainsi que le montant de la TVA ;
- l'adresse de facturation.

Chaque bon de commande engage le titulaire sur les résultats attendus et les délais d'exécution.

Les bons de commande pourront être établis pendant toute la durée du marché.

Ils seront notifiés électroniquement par le pouvoir adjudicateur ou son représentant légal au titulaire par courrier électronique.

Chaque bon de commande déterminera la nature, les quantités et le délai dans lequel la prestation devra être exécutée.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande part à compter de sa date de notification

Seuls les bons de commande notifiés par le représentant de l'INPI pourront être honorés par le Titulaire.

8 PRIX DES PRESTATIONS

8.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA. Ils comprennent tous les frais (notamment les frais de déplacement) et dépenses nécessaires à l'exécution du marché de sorte qu'aucun frais additionnel ne pourra être réclamé par le titulaire.

En ce qui concerne la partie forfaitaire du marché, les prestations sont réglées sur la base d'un prix global et forfaitaire.

En ce qui concerne la partie à prix unitaires du marché, les prestations s'exécutent par application aux quantités réellement exécutées des prix indiquées dans le bordereau des prix

8.2 Contenu et déclenchement des prestations

Les prestations ci-après seront traitées à prix forfaitaire :

- Migration de début de marché

Ces prestations débuteront à compter de la notification du marché sans qu'il soit nécessaire d'émettre de bon de commande.

Pour la partie unitaire, les prix sont déterminés comme suit :

- Il est fait application des prix unitaires des fournitures et prestations figurant au B.P.U. aux quantités réellement réalisées/livrées.
- Catalogue du titulaire : le pouvoir adjudicateur, pour des besoins spécifiques, se réserve la possibilité de commander des prestations sur catalogue du titulaire. Les prix publics du catalogue seront affectés du pourcentage de remise indiqué par le titulaire dans son acte d'engagement.

9 VARIATION DANS LES PRIX

Prix révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation :

Le présent marché est passé à prix révisibles annuellement, à la date anniversaire du marché.

Les prix du BPU et de l'acte d'engagement sont révisibles à la hausse comme à la baisse, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Le montant forfaitaire et les prix unitaires initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de septembre 2025). Ce mois est appelé "mois zéro".

La révision sera effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient Cn de révision donné par la formule :

$$Cn = 0,15 + 0,45 \frac{SYN}{SYN_0} + 0,40 \frac{Ipse}{Ipse_0}$$

- SYN₀ est la valeur, au mois zéro, de l'indice Syntec (honoraires des salariés de la chambre syndicale des sociétés d'études et de conseil),
- Ipse₀ est la valeur, au mois zéro, de l'indice des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (identifiant INSEE : 010766634)
- SYN, Ipse, sont les valeurs de ces indices au quatrième mois précédant la date de demande de révision des prix.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG/TIC., pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut);
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG-TIC, les révisions de prix sont applicables :

- aux factures ultérieures concernant les prestations forfaitaires et unitaires, débutant à compter de la deuxième année d'exécution du marché,
- aux bons de commande notifiés après la réception des nouveaux tarifs, sous réserve de la validation des prix par l'INPI.

Procédure de variation des prix

Le titulaire s'engage à transmettre au moins **un (1) mois** avant la reconduction du marché, les prix révisés représentant son résultat du calcul, par courrier électronique avec accusé de réception, à l'adresse électronique suivante : revision.prix@inpi.fr

L'INPI peut dans un délai d'un (1) mois contester ledit résultat et adresser son propre résultat de calcul. Le titulaire aura alors dans un délai de 7 jours la possibilité de l'accepter, cette acceptation étant acquise dans son silence, ou d'apporter tous éléments pour justifier le résultat de son calcul initial ou le corriger.

OU

Actualisation des prix du catalogue public

Les prix du catalogue sont actualisables annuellement. Ils pourront varier à la hausse comme à la baisse, annuellement, au moment de la reconduction du marché.

Le titulaire adressera au pouvoir adjudicateur par courrier électronique ou par lettre recommandée avec accusé de réception les nouveaux tarifs ainsi que le pourcentage de variation par rapport aux prix précédemment appliqués.

Le titulaire certifie que le barème présenté est celui pratiqué vis à vis de l'ensemble de sa clientèle. Il constituera une fois pour toute, pièce justificative des prix des fournitures/prestations facturées par le titulaire pour les commandes notifiées jusqu'à la date d'application du prochain catalogue.

Les actualisations de prix sont applicables aux bons de commande notifiés après la réception du nouveau catalogue, sous réserve de la validation des prix par l'INPI.

Si ce tarif est consultable par internet, le titulaire devra fournir au pouvoir adjudicateur un accès à ce catalogue électronique.

Remises

Le titulaire s'engage à appliquer pendant toute la durée du marché, sur ses tarifs publics fixés au(x) catalogue(s) du/des taux de remise fixé dans l'acte d'engagement. Ce taux de remise est ferme pendant toute la durée du marché.

Clause de sauvegarde

L'INPI se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché si le changement de tarif conduit, sur un an, à périmètre constant, à une augmentation des dépenses supérieure à 3%.

10 REGLEMENT DES COMPTES

10.1 Remise des factures à l'INPI

10.1.1 Facturation électronique

Chaque bon de commande donnera lieu à l'émission d'une facture distincte.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Au choix du titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/cpp/>

Les informations permettant de déposer les factures sur Chorus portail pro sont les suivantes :

- Siret : n° 18008001200248 ;
- Code service Chorus Pro : FFSI ;

- Engagement(s) :

- Pour les prestations à bons de commande : les informations sont référencées sur chaque bon de commande – dans le cartouche Facturation électronique « Références Chorus Pro » ;

Et/ou

- Pour les prestations à prix forfaitaire : Engagement juridique (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : EJ/SF/... /.....
- Numéro de marché (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : 2025/XX.

Ces informations devront également figurer dans l'entête de la demande de paiement.

10.1.2 Mentions de la facture

Outre les mentions obligatoires réglementaires, chaque facture mentionnera les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur),
- l'objet succinct du marché,
- la nature, le prix des prestations réalisées et la phase d'exécution correspondante,
- le montant total hors taxes,
- le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur,
- le montant total TTC.

10.2 Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre du marché s'effectue sur présentation de factures et après service fait, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Le paiement des prestations forfaitaires s'effectue trimestriellement (ou mensuellement si le titulaire entre dans les catégories des PME / artisan telle qu'elles sont définies par l'article R. 2151-13 du code de la commande publique ou bien une SCOP ou une entreprise adaptée et, pour les marchés de fournitures ou de services, s'il en a fait la demande à l'article 7.3 de l'acte d'engagement), à terme échu, au prorata du montant fixé dans l'acte d'engagement.

Les prestations réalisées sur bons de commande seront réglées selon les modalités de règlement fixées dans le bon de commande, ou, à défaut, après service fait.

Selon qu'il sera isolé ou partie d'une prestation globale, le règlement sera considéré comme acompte ou paiement partiel définitif.

10.3 Nature des règlements

10.4 Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI.

11 AVANCE

Pour la partie du marché traitée à prix forfaitaires, une avance de 10% du montant annuel (€ TTC) sera accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R 2191-16 du code de la commande publique, sauf s'il la refuse expressément dans l'acte d'engagement, selon la formule suivante :

Avance = Prix forfaitaire annuel du marché (euros TTC) × 10 %

Elle sera réglée sans formalités dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché.

Le remboursement de l'avance se fera dans les conditions prévues aux articles R 2191-19 du code de la commande publique.

Une avance de 10% de chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT sera accordée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L. 2991-2, L. 2991-3, R. 2191-16 à R. 2191-19 du Code de la commande publique, sauf s'il la refuse expressément dans l'acte d'engagement, selon la formule suivante :

Avance = Montant du bon de commande × 10 %

Elle sera réglée sans formalités dans le délai de 30 jours suivant du bon de commande.

Le remboursement de l'avance se fera dans les conditions prévues par les articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

12 GARANTIE

Conformément à l'article 30 du C.C.A.G.-T.I.C., les fournitures font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception.

Les extensions de garantie, concernant les fournitures, permises dans le cadre de ce marché seront précisées dans le mémoire technique.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

13 EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations prévues dans le CCTP avant le terme du marché.

14 VERIFICATIONS ET ADMISSIONS

Les vérifications et admissions conditionnent le paiement des prestations acceptées.

Les différentes étapes de vérification prévues au CCAG-TIC s'appliquent.

15 PENALITES DE RETARD

15.1 Dispositions générales

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.

Dès lors qu'un retard est constaté entre la date prévue de livraison ou d'exécution de la prestation et la date effective de réalisation, l'INPI a la possibilité d'appliquer des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

R = nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC les pénalités seront applicables sans montant plancher ni montant maximal.

Préalablement à l'application des pénalités, l'INPI adressera un courrier recommandé à l'entreprise. Celle-ci aura un délai de 15 jours pour faire parvenir ses éventuelles observations. A défaut, les pénalités seront appliquées de plein droit.

Si des observations motivées sont transmises dans le délai imparti, l'INPI se réserve le droit d'apprécier si les retards sont imputables, en tout ou partie, à l'entreprise et ainsi de moduler ou non les pénalités.

15.2 Dispositions particulières

Cet article déroge à l'article 14 du C.C.A.G.-T.I.C.

15.2.1 Modalités de mise en œuvre des pénalités

Dès lors qu'un retard est constaté entre la date prévue de livraison ou d'exécution de la prestation et la date effective de réalisation, les pénalités ci-dessous s'appliquent.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-T.I.C les pénalités seront applicables sans montant plancher.

15.2.2 Pénalités encourues

Pénalités pour mauvaise gestion des incidents

Cette pénalité concerne la mauvaise gestion des incidents déclarés auprès du Guichet Unique Client du titulaire.

Les défauts de gestion comprennent :

- l'absence de gestion des tickets d'incidents ;
- la non-réponse du Guichet Unique Client ;
- le traitement insatisfaisant des incidents par le Guichet Unique Client (formation des personnels sur les éléments contractuels,...) ;
- l'émission d'un faux ticket de fermeture d'anomalie ;
- la fermeture d'un ticket d'incident sans validation du client.

Les défauts de gestion sont soumis à une pénalité :

- a) quand la mise en demeure du client auprès du titulaire est restée infructueuse voire quand la tentative d'ouverture de ticket d'incident, le ticket d'incident d'ouverture ou de fermeture est sujet à contestation de la part du client ;
- b) les délais de prise en charge et d'émission des tickets d'incident prévus par la procédure de gestion des incidents ne sont pas respectés.

Le retard se compte en jour de rétablissement du Guichet Unique Client (toute journée commencée est comptée).

La pénalité associée est de :

500 €/jour pour le cas (a) ci-dessus

200 €/jour pour le cas (b) ci-dessus

Pénalités pour retard dans la mise en œuvre des services en début de marché

En cas de retard sur le délai de mise en exploitation des services, le titulaire encourt une pénalité de 1000,00 € par jour de retard.

Pénalité pour retard d'exécution pour toutes les autres prestations (hors mise en œuvre des services en début de marché)

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, lorsqu'un délai contractuel d'exécution est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, dès le lendemain du jour où ce délai a expiré, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

Pénalités pour non-respect des obligations en termes d'indisponibilité maximale de service du réseau du titulaire

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, dans le cas où le cumul des indisponibilités du réseau du titulaire excéderait dix (10) heures par période glissante de douze (12) mois, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à :

- 1 % de la moyenne des montants HT des factures de l'INPI au titre de la période de douze mois considérée lorsque le dépassement du cumul des indisponibilités est inférieur ou égal à 2 heures ;
- 2,5 % de la moyenne des montants HT des factures de l'INPI au titre de la période de douze mois considérée lorsque le dépassement du cumul des indisponibilités est supérieur à 2 heures et inférieur ou égal à 24 heures ;
- 5 % de la moyenne des montants HT des factures de l'INPI au titre de la période de douze mois considérée lorsque le dépassement du cumul des indisponibilités est supérieur à 24 heures.

Pénalités pour indisponibilité d'un service fourni

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, cette pénalité prend en compte les garanties de temps de rétablissement (GTR) sur lesquelles le titulaire s'est engagé dans son offre et correspondant à une/des indisponibilité(s) de service. Cette pénalité ne s'applique pas aux dépassements d'indisponibilité maximale de service du réseau du titulaire.

Dans ce cas, le calcul des pénalités est effectué de la manière suivante :

$$P = J \times T$$

, dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

J = nombre de périodes de 24 heures entamées suite à l'expiration de la période de GTR sans

Retour ;

T = 500,00€.

Pénalités pour facturation non conforme aux stipulations du marché

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, cette pénalité s'élèvera à 100 € par facturation non conforme.

15.3 Dispositions particulières relatives au travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant forfaitaire égal à 1000 euros, s'il ne s'acquiesce pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

16 CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre du présent marché, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant du marché non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

17 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Pour rappel, le titulaire n'est autorisé à sous-traiter que les prestations de services.

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et les articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-16 du code de la commande publique.

17.1 Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché

La désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur. Elle sera formalisée par acte spécial et est subordonnée à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

- ① Une déclaration mentionnant :
 - la nature des prestations sous-traitées ;
 - le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;

(Ces informations peuvent être regroupées dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, disponible sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>)

- ② Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.
- ③ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
- ④ Le certificat de cessibilité du marché si celui-ci a été délivré par l'INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l'INPI en fonction du montant sous-traité.

17.2 Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, agréé par l'INPI, est payé directement, après accord du titulaire.

Le sous-traitant adresse sa facture conformément aux dispositions des articles R 2193-11 à R 2193-16 du code de la commande publique :

Article R 2193-11 : « Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. »

Article R 2193-12 : « Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur. »

Article R 2193-13 : « Passé le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées. »

Article R 213-14 : « Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. »

Article R2193-15 : « L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant. »

Article R 2193-16 : « Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation. »

Il est en outre à noter qu'en application des articles L 2192-1, L 2192-5 et L 2192-6 du code de la commande publique, le dépôt des demandes de paiement des sous-traitants, à l'instar des factures des titulaires de marchés, doit s'effectuer sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), hormis dans le cas de marchés relatifs à des impératifs de défense ou de sécurité nationale.

18 PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR

Le prestataire qui est certifié Qualité fournit dans son offre un plan d'Assurance Qualité Fournisseur détaillant les actions Qualité qui seront mises en œuvre afin de vérifier la conformité du produit/service aux exigences Qualité de son périmètre d'activité.

19 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire assumera les conséquences de ses propres défaillances et de celles de son ou de ses sous-traitants quelle que soit la nature des prestations, et quel que soit le lieu de leur exécution.

L'Institut se réserve le droit de réclamer au titulaire l'indemnisation des conséquences financières de ces défaillances.

20 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

20.1 Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché (ci-après nommé « titulaire ») s'engage à effectuer pour le compte de l'INPI (à savoir le responsable des traitements) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Ces clauses dérogent à l'article 5.2 du CCAG-TIC.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

20.2 Description du traitement faisant l'objet du marché

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'INPI les données à caractère personnel nécessaires pour la fourniture de services d'accès à Internet et de transmission de la voix et de données depuis des accès fixes (sites de l'INPI), objet du marché.

La nature des opérations réalisées sur les données est l'interconnexion à Internet, la transmission sécurisée de données de communication, la métrologie des raccordements mise à disposition sur un extranet.

La finalité du traitement est la bonne gestion des flux de transmission des données et de l'accès à Internet.

Les données à caractère personnel traitées sont
Interconnexion à Internet

Plans d'adressage IP publiques et privés, sans résolution de la correspondance entre une adresse et une personne physique.

Transmission sécurisée

Le titulaire n'a pas accès aux données qu'il transmet et s'assure de leur inviolabilité, selon les dispositions de l'article L. 33-1 du Code des postes et télécommunications électroniques.

Métrologie sur l'extranet :

Identifiants des collaborateurs de l'INPI en charge de l'exécution du marché.

En cas d'incident, l'identification de l'appelant, y compris l'adresse IP.

Les catégories de personnes concernées sont les collaborateurs, les partenaires et les clients de l'INPI.

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, l'INPI met à la disposition du titulaire un plan d'adressage IP, les identifiants de ses collaborateurs, l'identification de l'appelant en cas d'incident.

20.3 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

1. traiter les données personnelles pour les seules finalités qui font l'objet du marché ;

2. traiter les données personnelles conformément aux instructions de l'INPI. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union (notamment la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne) ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'INPI. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer l'INPI de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;

20.4 Sous-traitance

Le titulaire du marché peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'INPI de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. L'INPI dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'INPI n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'INPI. Il appartient au titulaire du marché de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire du marché demeure pleinement responsable devant l'INPI de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

20.5 Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'INPI de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement.

20.6 Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire du marché doit aider l'INPI à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité

des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire du marché des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire du marché doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au Délégué de la Protection des Données de l'INPI.

20.7 Notification des violations de données à caractère personnel

En application de l'article 83 de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, en cas de violation de données à caractère personnel, le fournisseur de services de communications électroniques accessibles au public avertit, sans délai, la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Lorsque cette violation peut porter atteinte aux données à caractère personnel ou à la vie privée d'une personne physique, le fournisseur avertit également, sans délai, l'intéressé, sauf si la Cnil a constaté que des mesures de protection appropriées ont été mises en œuvre par le fournisseur afin de rendre les données incompréhensibles à toute personne non autorisée à y avoir accès et ont été appliquées aux données concernées par ladite violation.

Le titulaire tient à jour un inventaire des violations de données à caractère personnel, notamment de leurs modalités, de leur effet et des mesures prises pour y remédier et le conserve à la disposition de la Cnil et de l'INPI.

20.8 Aide du titulaire dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le titulaire aide l'INPI pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire aide l'INPI pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

20.9 Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues au CCTP et conformes à l'article 32 du règlement européen sur la protection des données à caractère personnel.

20.10 Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire du marché s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel ou à les transmettre au nouveau titulaire dans le cadre de la réversibilité.

20.11 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'INPI le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

20.12 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'INPI comprenant :

- le nom et les coordonnées de la personne à l'INPI pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'INPI ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

20.13 Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'INPI la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'INPI ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

20.14 Obligations de l'INPI vis-à-vis du titulaire

L'INPI s'engage à :

1. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
2. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
3. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

21 CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à ne divulguer, en aucun cas, les documents ou renseignements confidentiels qui lui seraient communiqués par l'INPI à l'occasion de l'exécution du présent marché et à faire respecter cette obligation par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

22 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les stipulations de l'article du CCAG-TIC sont applicables.

Tous éléments fournis au titre du marché et relatifs aux spécificités de structures techniques de l'INPI et de ses installations techniques sont considérés comme relevant des connaissances antérieures de l'INPI.

Il est entendu que les données fournies par l'INPI au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché restent la propriété de l'INPI. Ainsi, le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte du fait de l'exécution des prestations prévues au marché lorsque les créations ont été réalisées par l'INPI et remises au titulaire. Le titulaire doit restituer à l'INPI, sur simple demande, les supports ayant servi à réaliser la prestation.

Les transferts de propriété auront lieu aux dates d'admission. Toutefois, en cas de résiliation du marché et ce, pour quelque cause que ce soit, l'INPI deviendra propriétaire, dès la date de résiliation, de l'ensemble des documents et études réalisés au titre de ce marché ou en cours d'exécution.

L'INPI peut communiquer à des tiers les résultats des prestations résultant de l'exécution du marché.

L'INPI peut librement publier les résultats des prestations.

Le titulaire garantit être titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats des prestations et avoir conclu, le cas échéant, les cessions nécessaires avec les auteurs. Il garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle des livrables fournis au titre du marché.

Si la personne publique est victime d'un trouble de jouissance des livrables fournis, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance sont les suivantes, au choix du titulaire :

- soit modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché ;
- soit faire en sorte que la personne publique puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de licence.

La personne publique, si elle fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle portant sur l'un des éléments de prestations, s'engage pour sa part à :

- aviser le titulaire, dans un délai de quinze jours, de l'assignation qu'elle aurait reçue ;
- l'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense ;
- accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de la personne publique.

23 OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS

Le titulaire a l'obligation de nommer un responsable technique et administratif chargé de la conduite de l'exécution des prestations pour l'INPI.

Le changement de responsable technique et administratif doit être impérativement et immédiatement signalé par écrit et au préalable à l'INPI. Le nom, les coordonnées, la formation et l'expérience du remplaçant devront être notifiés par écrit.

L'INPI s'engage à communiquer au titulaire le nom, les coordonnées professionnelles et la fonction de la personne chargée de conduire et de diriger le suivi technique et administratif du présent marché dans les 15 jours suivants la notification du marché.

24 DOCUMENTS A PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire du marché a l'obligation de produire à l'INPI, à la **conclusion du marché et tous les six mois** à compter de la notification du marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion du marché, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

25 DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant égal à 10% du montant du présent marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

26 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions du titre IX, chapitre 3 du code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

27 RESILIATION

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R 2143-6 et suivant du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R 2143-8 du code précité, il pourra être fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

L'INPI se réserve le droit d'apprécier, dans chaque cas, selon la gravité de l'inexactitude et le caractère, volontaire ou non, de l'erreur commise, s'il y a lieu ou non d'infliger une sanction.

L'INPI peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci dans les conditions suivantes :

- Pour difficulté d'exécution du marché

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie le marché.

- Pour motif d'intérêt général

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

- Résiliation pour faute du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- Des moyens ont été mis à la disposition du titulaire, et celui-ci se trouve dans un des cas prévus à l'article 18.3 du CCAG TIC ;
- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'INPI dans le cadre des articles 17 et 23 du CCAG TIC.
- Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du CCAG TIC ;

- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 9 du CCAG TIC ;
- Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 48.1 du CCAG TIC, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du CCAG TIC et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données nominatives et à la sécurité, conformément à l'article 5 du CCAG TIC ;
- L'utilisation des résultats par l'INPI est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;
- Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché s'avèrent inexacts.

La résiliation du marché devra être précédée d'une mise en demeure préalablement notifiée au titulaire et assortie d'un délai d'exécution, restée infructueuse.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

En cas de résiliation, quel qu'en soit le motif, le titulaire devra restituer tous les enregistrements réalisés à l'INPI.

28 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D 2197-15 à D 2197-17 du code de la commande publique.

29 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable

d'un avenant. A défaut, le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

30 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge au CCAG-TIC conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG-TIC au(x)quel(s) il est dérogé
9 15 20	10.2.3 et 10.2.1 14 5.2

L'acte d'engagement déroge au CCAG-TIC conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) de l'acte d'engagement par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG-TIC au(x)quel(s) il est dérogé
8	4.1